

INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES

RÔLE DES ACTEURS DANS LA DYNAMIQUE DES REFORMES.

Les réformes sont diverses les acteurs tellement variés, et la problématique tellement vaste que je voudrais formuler autrement mon intervention, et mener une réflexion sur la dynamique des réformes au Maroc, sur les mécanismes qui en assurent le succès et les entraves qui en ralentissent l'effet.

Pourquoi des réformes ?

Les économies mondiales ont connu des bouleversements importants, avec en arrière plan des avancées technologiques considérables, et en particulier une transformation radicale des moyens de communications et de transport, et sur le devant de la scène, la prééminence des finances et la complication des gestions macroéconomiques, la pléthore de production de biens et de services, et émergence de nouvelles économies.

Toute économie qui n'opte pas pour l'ouverture et l'intégration dans le concert mondialisé des Nations et qui ne draine pas sa part de flux d'investissement est vouée à l'étouffement.

La déclaration de Barcelone a initié la construction d'une zone de prospérité et un espace commun de paix et stabilité sur les deux rives de la Méditerranée. Le partenariat global Euro-méditerranéen a créé un cadre multilatéral associant les aspects économiques et de sécurité et comprends une dimension sociale, humaine et culturelle. Le processus prévoit un accroissement substantiel de l'assistance financière qui doit favoriser un développement endogène et durable et la mobilisation des acteurs économiques et sociaux. Il a aboutit aux accords de libre échange et récemment au statut avancé qui impose la mise en harmonie de toutes nos institutions et arsenal juridique.

Quels sont les acteurs ?

Le principal acteur est le **citoyen marocain** qui est sensé bénéficier des résultats de ces réformes ou en supporter les méfaits. Il ne peut être un acteur passif dans ce processus. Le peuple en principe s'il adhère au processus devrait s'exprimer par son vote. Par contre s'il estime ses sanctions par les urnes

tronquées ou inefficaces, il a tendance à s'exprimer spontanément en dehors des structures politiques traditionnelles.

L'institution monarchique est l'autre acteur prépondérant. Sa Majesté initie les réformes et met en place les structures d'exécution et de suivi.

Bien sûr les acteurs économiques, les syndicats, la société civile, les médias... ont leur rôle à jouer.

Les acteurs externes ont leur importance. Ils participent à la construction de la zone de stabilité et régulent leur aide financière en fonction de l'orientation des réformes.

Quelles réformes entreprendre ?

Le Maroc a entrepris plusieurs batteries de réformes.

La première batterie de réformes vise à intégrer l'individu, à soulager son sentiment d'exclusion et à améliorer sa relation avec son gouvernement. :

C'est **le nouveau concept d'autorité** qui réaménage la relation entre le citoyen et l'autorité qui a été proclamé par sa majesté dès son intronisation.

Le Code de la Famille a donné une place plus digne à la femme dans la société.

L'instance Équité et Réconciliation a dénoncé les abus au principe des droits de l'homme et réhabilite ceux qui ont pensé autrement.

L'INDH ambitionne d'intégrer les démunis et de soulager leur souffrances..

La deuxième batterie de réformes concerne les structures et le fonctionnement de l'autorité et inclut les réformes économiques, le code de la presse, la réforme judiciaire, la réforme parlementaire et politique, le projet de régionalisation.

Comment entreprendre les réformes ?

Les réformes politiques ont peu de chance de réussir dans un environnement économiques défavorables, mais beaucoup de pays similaires au Maroc ont donné la priorité aux réformes économiques en fermant complètement le champ politique (Égypte ou Tunisie).

Le Maroc a eu une approche différente et a entrepris simultanément les réformes politiques et économiques. Les réformes politiques donnent plus de chance à la réussite des réformes économiques et d'un autre côté la réussite des réformes économiques améliore l'efficacité des réformes politiques.

L'ouverture du Maroc, son expérience d'alternance, son ouverture sur les islamistes, n'excluant que les mouvements qui rejettent les règles démocratiques a probablement contribué à dispenser le Maroc de véritables troubles dans le contexte arabe actuel, l'autorisant à une révolution tranquille.

Mais les réformes économiques entreprises n'ont cependant pas donné de résultats tangibles et le pays continue d'afficher des taux de chômage importants et n'améliore pas de façon significative son indice de pauvreté.

Les réformes des institutions essentielles, celles qui donnent à l'individu les moyens de participer à la construction de son avenir, n'ont pas abouti faute de moyens ou de mauvaise gouvernance ?

J'entends l'Enseignement, la Santé, la Justice, la Formation.

La situation actuelle.

Dans la configuration actuelle, incluant la situation dans le monde arabe, le vent de liberté exprimé par le mouvement du 20 février, et le discours Royal du 9 mars, le processus de réforme va se transformer.

La cadence des réformes politiques va s'accroître ; Les réformes ne seront plus uniquement initiées par le haut de la hiérarchie, mais aussi réclamées par la base qui voudra en apprécier les effets immédiats.

Les risques en seront plus importants et jamais le rôle des acteurs n'aura été aussi primordial et la réussite de notre nouveau processus sera conditionnée par :

- La dynamique des idées exprimées par les acteurs et la force de synthèse de l'organisme en charge de leur collecte et de leur compilation.
- Le sens de retenu des marocains dans l'expression de leurs revendications et leur implication dans l'expression par les votes de leur choix.

- L'écoute des revendications et l'orientation des réformes dans l'intérêt du plus grand nombre.
- La prééminence de la loi par la construction d'un appareil judiciaire au service des libertés mais aussi de la sécurité, capable de prévenir, de dissuader mais aussi de sanctionner sans abus, et de détenir dans des conditions dignes.
- la veille pour une répartition équitable des richesses.

Il y aura bien sûr beaucoup de résistance à la mise en œuvre de ces réformes, en particulier de la part de ceux qui perdront certains privilèges qu'ils tiennent du favoritisme, du délit d'initié, de la corruption ou de la rente.

Le Maroc se doit d'être vigilant contre cette résistance en manifestant sa détermination et en accélérant la cadence, comme il doit oser certaines réformes qui sont latentes depuis plusieurs années et en particulier celles de la caisse de compensation trop dispendieuse, mais inefficace pour ceux qui en ont besoin, ou celle de la retraite, dans l'intérêt des générations futures.

Le Maroc a aussi l'occasion de fournir au monde un modèle s'il conçoit convenablement ses réformes et les réussit. Il peut servir de locomotive aux pays arabes et tracer la voie pour la paix et la prospérité dans la région.

Ce rôle de modèle que lui disputera probablement la Tunisie, peut lui drainer le soutien tant politique que financier des puissances occidentales.